

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France

[Économie](#)

Le patrimoine économique national en 2022 – Une croissance modérée par le repli des prix du foncier

20 Septembre 2023

Auteurs : Inès Karmous, Aurélien Ravary

Bulletin n°248, article 3. Fin 2022, le patrimoine économique national s'est élevé à 20 052 milliards d'euros. Sa croissance a été moins soutenue qu'en 2021 (+ 5,6 %, après + 9,1 %). En particulier, le patrimoine des ménages s'est stabilisé après une forte hausse (+ 0,3 %, après + 8,7 % en 2021) en raison du repli des prix des terrains bâtis, et a atteint 14 791 milliards d'euros. Dans le même temps, le patrimoine des sociétés non financières (+ 18,3 %, après + 8,7 % en 2021) comme celui des administrations publiques ont augmenté notamment en raison de l'effet comptable de la baisse de la valeur de marché de la dette et de la hausse des actifs immobiliers. À l'inverse, le patrimoine des sociétés financières a diminué, il a atteint 395 milliards d'euros.

[Le patrimoine économique national en 2022 – Une croissance modérée par le repli des prix du foncier](#)

Fin 2022, le patrimoine économique national s'élevait à 20 052 milliards d'euros en France, soit 9,5 fois le produit intérieur net de l'année (cf. encadré 1). Après plusieurs années de forte croissance (cf. graphique), la progression du patrimoine économique national a ralenti (+ 5,6 %, après + 9,1 %) en raison de la dynamique des actifs non financiers (+ 5,2 %, après + 8,9 %), du fait du repli du prix du foncier (– 0,8 %, après + 8,3 %) et malgré la hausse des prix de la construction (notamment non résidentielle, qui a progressé de 9,3 %, après 7,0 %). Durant les années précédentes, la valeur des terrains bâtis était le premier facteur de croissance du patrimoine total. Les biens immobiliers (construction et terrains bâtis) représentent le principal actif détenu par les différents acteurs économiques, leur valorisation influence donc fortement les variations de patrimoine principalement *via* le prix des terrains bâtis. Ce facteur concerne principalement les ménages, largement propriétaires de murs et de terrains, et dans une moindre mesure les administrations publiques, tandis que les entreprises, qu'elles soient financières ou non, y sont moins sensibles.

Les actifs et les passifs financiers se sont repliés en 2022 (respectivement – 2,7 % et – 2,9 %, après + 10,1 % et + 10,0 %) (cf. tableau 1). Cette contraction du patrimoine financier national s'explique par la baisse du prix des actions au premier semestre et par la hausse des taux d'intérêt au second (cf. encadré 2).

En 2022, dans le sillage de la baisse des marchés boursiers (– 10,3 % pour le SBF 120, après + 26,2 % en 2021), les actifs et passifs sous forme d'actions se sont repliés (respectivement – 6,2 % après + 17,8 %, et – 5,8 % après + 18,9 %). La baisse simultanée des actifs et des passifs financiers a eu des impacts différents : le patrimoine financier net des ménages a diminué mais est resté positif, celui des sociétés non financières et des administrations publiques a augmenté tout en demeurant négatif. Quant à celui des sociétés financières, il est devenu négatif en 2022, alors qu'il était positif en 2021.

1 Le patrimoine des ménages s'est stabilisé en 2022

Fin 2022, le patrimoine des ménages (73,8 % du patrimoine économique national) est resté stable après une forte hausse en 2021 (+ 0,3 %, après + 8,7 %) ; il s'est établi à 14 791 milliards d'euros...

[Bulletin n°248-3 Le patrimoine économique... \(PDF - 381 Ko\)](#)

[Précédent](#)

2

Droits de tirage spéciaux émis par le FMI et enjeux de leur recyclage vers les pays les plus vulnérables

[Suivant](#)

4

Changement climatique et immobilier résidentiel : quels risques pour le secteur bancaire ?